

DÉLIBÉRATION 2026 43 –

Adoption du règlement intérieur de la Commission Consultative des Services Publics Locaux

Séance du Comité syndical du 14 octobre 2026

EXPOSÉ DES MOTIFS

Par délibération 2009 010 du 24 septembre 2009, le Syndicat Mixte Autolib' Métropole aujourd'hui Agence métropolitaine des mobilités partagées a institué la Commission Consultative des Services Publics Locaux, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 modifiée relative à la démocratie de proximité.

Le présent règlement intérieur vise à compléter les dispositions législatives reprises à l'article L.141 3-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) afin d'assurer le bon fonctionnement de la CCSPL et de faciliter son travail.

Je vous prie, mes chers collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président,



DÉLIBÉRATION 2026 43 –

Adoption du règlement intérieur de la Commission Consultative des Services Publics Locaux

Séance du Comité syndical du 14 octobre 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier son article L1413-1 ;

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 modifiée ;

Vu les statuts de l'Agence ;

Considérant que l'Agence doit définir les règles de fonctionnement de sa CCSPL dans le cadre d'un règlement intérieur adopté par délibération ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

APPROUVE son règlement intérieur ci-annexé.

Le Président,



Dan Lert



REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL)

Adopté le 14 octobre 2026

SOMMAIRE

PRÉAMBULE	page 3
Article 1 : Objet	page 3
Article 2 : Composition	page 3
Article 3 : Périodicité des réunions	page 3
Article 4 : Lieu	page 4
Article 5 : Convocation	page 4
Article 6 : Ordre du jour	page 4
Article 7 : Déroulement des réunions	page 4
Article 8 : Pouvoirs	page 4
Article 9 : Avis	page 4
Article 10 : Relevé de décisions	page 5
Article 11 : Durée du mandat	page 5
Article 12 : Quorum	page 5
Article 13 : Modification du règlement	page 5

PREAMBULE

Par délibération du 24 septembre 2009, le Syndicat mixte Autolib', aujourd'hui Agence métropolitaine des mobilités partagées, a mis en place une Commission Consultative des Services Publics Locaux, dénommée CCSPL, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité.

Le présent règlement intérieur vise à compléter les dispositions législatives reprises à l'article L.1413-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) afin d'assurer le bon fonctionnement de la CCSPL et de faciliter son travail. Il est consultable sur le site internet de l'Agence.

ARTICLE 1 - Objet

Selon les dispositions de l'article L.1413-1 du CGCT, la commission examine chaque année :

- le rapport établi par le délégataire de service public (article L. 1411-3 du CGCT) ;
- le bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;
- le rapport mentionné à l'article L. 2234-1 du code de la commande publique établi par le titulaire d'un marché de partenariat.

Elle est consultée pour avis, préalablement à la consultation du comité syndical, sur :

- tout projet de délégation de service public (article L. 1411-4 du CGCT) ;
- tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière ;
- tout projet de partenariat (article L. 1414-2 du CGCT).

A la majorité de ses membres, la commission, peut délibérer sur toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.

ARTICLE 2 - Composition (article L1411-5 II du CGCT)

La présidence de la CCSPL est assurée par le président de l'Agence ou son représentant.

La commission comprend, en plus du président, 5 membres titulaires et 5 suppléants désignés par le comité syndical dans le respect du principe de la représentation proportionnelle au plus fort reste (article L1411-5-II b du CGCT).

Elle comprend, en outre, parmi les membres à voix délibérative, les représentants d'usagers et d'habitants intéressés à la vie des services publics locaux.

En cas de vacance parmi les représentants précités, par suite de décès, démission ou tout autre motif, les représentants d'usagers et d'habitants intéressés à la vie des services publics locaux émettent une proposition de remplacement dans un délai d'un mois et en informent immédiatement le président de l'Agence. L'information des représentants devra se formaliser par l'envoi d'un courrier avec copie du procès-verbal d'assemblée générale ou du conseil d'administration actant de la modification de leur représentation.

En fonction de l'ordre du jour, la commission peut, sur proposition de son président inviter à participer à ses travaux avec voix consultative toute personne dont l'audition lui paraît utile.

ARTICLE 3 - Périodicité des réunions

La commission se réunit au moins une fois par an. Des réunions supplémentaires pourront être décidées par le président ou à la demande motivée d'au moins la moitié des membres de la CCSPL.

ARTICLE 4 - Lieu

La commission se réunit au siège de l'Agence ou en tout autre lieu fixé par la convocation. Conformément à l'article L. 1411-5 du CGCT, les délibérations de la commission peuvent être organisées à distance dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 relative aux délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial.

ARTICLE 5 - Convocation

La convocation est adressée aux membres au moins cinq jours francs avant la date de la commission. Elle précise la date, l'heure, le lieu de la réunion et les sujets inscrits à l'ordre du jour (un pouvoir est annexé à la convocation).

Elle est adressée par courriel aux membres ayant souscrit à ce dispositif ou, à défaut, par courrier à l'adresse de leur choix.

ARTICLE 6 - Ordre du jour

Le président de séance rappelle l'ordre du jour de la commission. En cas de nécessité, le président peut, en début de séance, inscrire à l'ordre du jour tout sujet complémentaire.

La majorité des membres présents peut demander l'inscription à l'ordre du jour de la séance suivante, tout sujet relatif à l'amélioration des services publics locaux.

ARTICLE 7 - Déroulement des réunions

Les séances ne sont pas publiques. Les interventions en cours de débats ne peuvent porter que sur les sujets inscrits à l'ordre du jour.

La commission peut, en début de séance, désigner au sein de ses membres une personne pour remplir les fonctions de secrétaire de séance. Elle peut décider de faire assurer ces fonctions par un membre du personnel de l'Agence qui assiste aux séances sans participer aux délibérations.

Le secrétaire rédige le procès-verbal de la réunion.

En cas de nécessité, le président de séance peut suspendre ou ajourner la réunion.

ARTICLE 8 - Pouvoirs

Un membre de la commission empêché d'assister à une séance peut donner à un autre membre pouvoir écrit de voter en son nom. Un même membre ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

ARTICLE 9 - Avis

La commission peut formuler un avis sur toute question relative à son objet. Il est procédé au vote d'un avis, soit à l'initiative de son président de séance, soit à la demande d'au moins un tiers des membres habilités à prendre part au vote.

Le vote est exprimé à main levée.

Avant le vote, le président de séance peut demander, s'il le juge utile, aux invités qui n'y participent pas de se retirer momentanément.

En cas de partage des voix, la voix du président de séance est prépondérante. Chaque avis de la commission est porté à la connaissance du comité syndical.

Les délibérations de la commission sont prises à la majorité des suffrages exprimés. Le procès-verbal de la réunion mentionne clairement l'avis de la commission, en le distinguant des avis exprimés par chacun de ses membres et des contributions des personnes auditionnées. Il est signé par le président de la commission et adressé à chacun des membres de la commission et soumis aux observations de ceux-ci en ouverture de la séance suivante.

Conformément à la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013, relative à la transparence de la vie publique, si un membre a connaissance d'une situation de conflit d'intérêts lors de la présentation d'un rapport, il convient d'en faire part au plus tôt à la présidence. Aussi, le membre concerné ne participe pas à la discussion et ne prend part au débat ni au vote.

Le procès-verbal doit mentionner le départ des membres intéressés.

ARTICLE 10 - Relevé de décisions

Les relevés de décisions sont transmis, par courriel ou par courrier, à chaque membre de la commission. En l'absence d'observations, ces relevés deviennent définitifs un mois après la date d'envoi.

Le procès-verbal de la commission est transmis dans les meilleurs délais aux membres du comité syndical lorsque celui-ci doit se prononcer sur un projet de délégation de service public, de création de régie dotée de l'autonomie financière ou de contrat de partenariat.

Le président de la CCSPL, conformément aux dispositions législatives, présente au comité syndical un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente, avant le 1^{er} juillet de chaque année. Ce rapport fait l'objet d'un débat sans vote.

ARTICLE 11 - Durée du Mandat

Les membres de la commission sont nommés pour une période ne pouvant excéder la limite de la durée du mandat des élus.

En cas de démission ou de décès, il est procédé dans les plus brefs délais au remplacement de la personne démissionnaire ou décédée selon les modalités de désignation initiales.

Le membre nouvellement désigné exercera son mandat pour la durée restant jusqu'au renouvellement du comité syndical.

ARTICLE 12 - Quorum

La commission ne délibère valablement que lorsque la moitié des membres en exercice est présente ou représentée. Si après une première convocation régulièrement faite, le quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée et pourra alors délibérer sans condition de quorum.

ARTICLE 13 - Modification du règlement

Le présent règlement, adopté par délibération du comité syndical, peut être modifié dans les mêmes formes.